

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/26/Rev.1

17 juillet 1997

(97-3001)

**Comité du commerce et du développement
Dix-septième session**

Original: anglais

MANUEL DE COOPERATION TECHNIQUE ET DE FORMATION

Révision

Le présent document contient une version révisée du Manuel de coopération technique et de formation élaborée par le Secrétariat, compte tenu des observations formulées par les délégations.

Manuel de coopération technique et de formation

"Vers la pleine intégration dans le système commercial multilatéral"

Le présent manuel décrit les activités de coopération technique et de formation proposées par l'OMC, et explique comment les Membres peuvent bénéficier de cette assistance et doivent présenter les demandes de participation à ces activités.

Table des matières

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	4
PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION A L'OMC	6
LES BENEFICIAIRES DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION	7
PORTEE DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE ET DE FORMATION: FORMES DE PRESTATION	10
STAGES DE POLITIQUE COMMERCIALE DE L'OMC ORGANISES A GENEVE	17
COORDINATION DE LA COOPERATION TECHNIQUE DANS LE CADRE DE L'OMC	20
COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES . .	21
FINANCEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION	22
COMMENT DEMANDER UNE ASSISTANCE TECHNIQUE OU UNE FORMATION	24

INTRODUCTION

L'Organisation mondiale du commerce, cadre du système commercial multilatéral

La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est une des principales caractéristiques du système commercial multilatéral mis en place à l'issue des négociations commerciales qui ont eu lieu entre 1986 et 1994 (Cycle d'Uruguay). L'OMC est officiellement entrée en activité le 1er janvier 1995; son siège est à Genève et elle a à sa tête un Directeur général, M. Renato Ruggiero. Son Secrétariat est composé d'environ 500 fonctionnaires. Avec déjà plus de 130 Membres (voir l'annexe 1) et 28 autres pays ayant demandé à accéder, l'OMC est sur le point de devenir une organisation réellement mondiale. Plus de 90 pour cent du commerce mondial sont maintenant régis par les règles commerciales multilatérales.

L'OMC a succédé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), qui avait établi à titre provisoire les règles multilatérales régissant le commerce international depuis 1947. Elle constitue le fondement juridique et institutionnel du système commercial multilatéral actuel et des échanges entre les Membres. Elle constitue un outre une enceinte pour de futures négociations commerciales. Le système commercial a été à la fois élargi et approfondi, ce qui signifie que les règles applicables aux secteurs déjà visés par le GATT sont plus détaillées et s'étendent à de nouveaux secteurs, dont le commerce des services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce.

Les Accords visent à établir des conditions non discriminatoires pour le commerce grâce aux principes du traitement de la nation la plus favorisée et du traitement national, à accroître l'accès aux marchés et à le rendre plus prévisible, et à promouvoir une concurrence loyale, en vue de "renforcer[...] l'économie mondiale et conduire[e] à une plus forte croissance des échanges, des investissements, de l'emploi et des revenus dans le monde entier" (Déclaration de Marrakech du 15 avril 1994).

Les pays en développement à l'OMC

Plus des trois quarts des Membres de l'OMC sont des pays en développement (98 au total), parmi lesquels figurent 29 des pays les moins avancés. Il est reconnu dans l'Accord instituant l'OMC qu'il est nécessaire de faire des efforts "pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique" (préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC). Les Accords de l'OMC renferment donc des dispositions en faveur des pays en développement Membres afin de leur permettre de s'intégrer dans le système commercial multilatéral et de tirer pleinement parti de leur participation. La Partie IV du GATT de 1994 contient des principes, des engagements et des dispositions spéciales pour une action conjointe des Membres en faveur du développement économique des pays en développement Membres. Ces pays bénéficient en outre de périodes de transition plus longues pour la mise en oeuvre de certains accords ou obligations.

Accroissement des besoins d'assistance technique des pays en développement

Le secrétariat du GATT fournissait traditionnellement une assistance technique (un programme officiel d'assistance technique a été établi pour la première fois en 1955 lorsque des stages de politique commerciale ont été proposés aux fonctionnaires des pays en développement), mais les besoins et les exigences en matière de prestation (formes de prestation et instruments de coopération technique) ont évolué rapidement.

Les pays en développement devront vraisemblablement consentir certains efforts pour mettre en oeuvre les nouvelles règles commerciales multilatérales. Alors que certaines obligations étaient facultatives dans le cadre du GATT, en vertu du principe de l'engagement unique adopté pendant les négociations, tous les Accords multilatéraux de l'OMC sont contraignants pour tous les Membres.

Afin de tirer pleinement parti des nouvelles possibilités commerciales résultant des accords du Cycle d'Uruguay, les pays en développement doivent pouvoir bénéficier d'une aide pour renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines et adapter, le cas échéant, leur législation nationale. L'assistance technique est particulièrement pertinente en l'occurrence, car elle répond aux problèmes très spécifiques que rencontrent les pays bénéficiaires pour s'acquitter des obligations découlant pour eux du Cycle d'Uruguay.

Les activités d'assistance technique sont supervisées par le Comité du commerce et du développement. En octobre 1996, le Comité a adopté des Lignes directrices pour la coopération technique, qui servent de base aux activités de coopération technique et de formation de l'OMC et, notamment, en définissent les objectifs et les principes.

Encadré 1

Comité du commerce et du développement

Le Comité du commerce et du développement de l'OMC s'occupe des questions présentant un intérêt particulier pour les pays en développement. Il est composé de tous les Membres de l'OMC et rend compte de ses activités au Conseil général. Son Président est élu pour un an. Au cours de l'été 1996, le Comité a établi un **Sous-Comité des pays les moins avancés**, qui a pour mandat spécifique de s'occuper des questions préoccupant ces pays et de formuler des recommandations.

PRINCIPES ET OBJECTIFS DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION A L'OMC

Les activités de coopération technique et de formation de l'OMC ont pour objectif fondamental d'aider les pays bénéficiaires à comprendre et à mettre en oeuvre les règles convenues en matière de commerce international, d'assurer leur participation plus complète au système commercial multilatéral et de renforcer durablement leurs structures pour leur permettre de tirer pleinement parti du nouvel environnement commercial.

Les objectifs et principes de la coopération technique de l'OMC sont les suivants:

- aider les bénéficiaires à s'intégrer pleinement au système commercial multilatéral et contribuer à l'expansion de leur commerce;
- renforcer et accroître les capacités institutionnelles et humaines dans le secteur public en vue d'une participation appropriée au système commercial multilatéral; chaque fois que possible et, en consultation avec le gouvernement concerné, les activités de renforcement des capacités pourraient faire intervenir des représentants du secteur privé;
- être organisée en fonction de la demande et adaptée aux besoins des pays bénéficiaires, en particulier utiliser les formes de prestation qui conviennent le mieux;
- compléter et soutenir les efforts déployés par les pays bénéficiaires pour identifier leurs propres besoins;
- préserver un équilibre géographique, tout en donnant la priorité aux pays les moins avancés, en particulier les pays africains, et aux économies à faible revenu;
- porter sur les questions entrant dans les compétences de l'OMC, et en particulier:
 - approfondir la connaissance des règles commerciales multilatérales ainsi que des procédures de travail de l'OMC et des négociations menées dans ce cadre;
 - faciliter la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre du système de commerce multilatéral et la pleine utilisation de ses dispositions, en encourageant notamment l'utilisation rationnelle du mécanisme de règlement des différends.
- être totalement et étroitement coordonnée avec l'assistance fournie par d'autres institutions multilatérales et bilatérales;
- assurer un suivi en vue d'établir des relations durables avec les pays bénéficiaires et de garantir l'efficacité des activités de coopération technique.
- être gérée par le Secrétariat et réexaminée par les Membres, conformément aux directives opérationnelles et aux modalités de mise en oeuvre qui seront établies par le Comité du commerce et du développement.

LES BENEFICIAIRES DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

Fonctionnaires des administrations publiques

L'OMC fournit principalement une assistance technique aux fonctionnaires des pays bénéficiaires qui sont chargés de la mise en oeuvre des Accords de l'OMC. Ces fonctionnaires peuvent être formés et préparés à leurs tâches futures, soit à Genève, soit au niveau national, régional ou sous-régional.

Le choix des bénéficiaires dépend, en règle générale, du type d'activité. Les participants aux ateliers ou séminaires nationaux sont, pour l'essentiel, choisis sur le plan national par les fonctionnaires du pays hôte, mais pour les séminaires, ateliers, activités de formation et autres activités spécialisées qui ont lieu à Genève, la plupart des critères de sélection sont établis par le Secrétariat de l'OMC pour chaque activité, en fonction de sa spécificité.

Secteur privé

Associer le secteur privé aux activités de coopération technique contribue à faire mieux connaître aux milieux d'affaires le système commercial multilatéral et les possibilités commerciales découlant des Accords. Des représentants du secteur privé peuvent être invités à assister aux séminaires nationaux ou régionaux organisés dans les pays bénéficiaires.

L'OMC et la CNUCED ont un organe subsidiaire conjoint, le Centre du commerce international (CCI), qui a pour mission de soutenir les efforts déployés par les pays en développement et en transition, et particulièrement leurs entreprises, pour développer leurs exportations et améliorer leurs importations. L'OMC participe à des activités organisées en coopération avec le CCI à l'intention du secteur privé, par exemple des séminaires pour la diffusion d'une publication élaborée conjointement par le Secrétariat du Commonwealth et le CCI avec la contribution de l'OMC: "Le Cycle d'Uruguay: Guide à l'intention des entreprises" (voir l'encadré 2).

Encadré 2

Séminaires sur le Guide à l'intention des entreprises du CCI/de l'OMC

En 1995, le CCI a produit conjointement avec le Secrétariat du Commonwealth une publication intitulée "Le Cycle d'Uruguay: Guide à l'intention des entreprises". L'objectif de cette publication est d'expliquer en termes simples le système de règles issu des négociations du Cycle d'Uruguay, qui vise à aider les milieux d'affaires des pays en développement à mieux saisir les incidences des Accords et les possibilités de marchés qui découlent de ces Accords pour le secteur privé.

Afin de diffuser les renseignements contenus dans cette publication, le CCI a organisé, en coopération avec les chambres de commerce et/ou les associations professionnelles locales un programme d'activités qui comprend l'organisation de séminaires dans les pays en développement. Le Secrétariat de l'OMC participe activement à ces efforts de diffusion. Depuis la mise en place de ces activités conjointes à la fin de 1995, plus de 20 séminaires ont été organisés dans le monde entier.

Priorité aux pays en développement et aux pays les moins avancés

Tous les pays en développement Membres de l'OMC peuvent bénéficier de son assistance et le Secrétariat s'efforce de préserver un équilibre géographique, mais la priorité est donnée aux pays les moins avancés, en particulier africains, et aux pays à faible revenu. Plusieurs initiatives spécifiques ont été ou sont actuellement prises à l'intention des pays les moins avancés. Les plus récentes sont présentées dans l'encadré 3.

Pays ayant engagé le processus d'accession

La plupart des Membres de l'OMC étaient parties contractantes au GATT et ont donc eu automatiquement le droit de devenir Membres, mais plusieurs pays ont dû négocier leur accession à la nouvelle organisation. De plus en plus de pays souhaitent accéder à l'OMC et, au début de 1997, 28 avaient présenté une demande dans ce sens. L'assistance technique fournie varie en fonction des étapes du processus d'accession, et peut porter sur la préparation de l'aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur du pays, qui doit être présenté aux Membres de l'OMC pour examen, et/ou sur l'élaboration des listes de concessions et d'engagements requises pour l'accession. L'aide peut aussi prendre la forme de séminaires nationaux destinés à mieux faire connaître le système commercial multilatéral dans le pays.

Encadré 3

Activités spécifiques destinées aux pays les moins avancés

Conférence ministérielle de Singapour

Afin d'aider les pays les moins avancés à participer pleinement à la première Conférence ministérielle, tenue à Singapour en décembre 1996, certaines activités de coopération technique ont été organisées, notamment:

- une *réunion d'information* sur le système commercial multilatéral de l'OMC à l'intention des ambassadeurs des pays les moins avancés en poste en Europe, tenue au siège de l'OMC en septembre 1996;
- une *réunion des Ministres* et hauts fonctionnaires de 29 pays moins avancés, en novembre, également au siège de l'OMC à Genève. La tenue de ces réunions a été possible grâce aux contributions volontaires spéciales versées par des pays développés Membres.

Réunion de haut niveau

En application d'une recommandation que le Comité du commerce et du développement avait présentée au Conseil général, les Ministres des pays Membres de l'OMC sont convenus, à Singapour, d'organiser "une réunion avec la CNUCED et le CCI le plus tôt possible en 1997, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés, pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux".

Il est prévu que d'autres organisations internationales (CNUCED, CCI, Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et PNUD) participent activement à cette Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés (automne 1997). L'ensemble des 48 pays les moins avancés seront invités, qu'ils soient ou non Membres de l'OMC.

Plan d'action global et intégré en faveur des pays les moins avancés

L'initiative susmentionnée va de pair avec le Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés (Plan d'action de l'OMC en faveur des PMA), également adopté par les Ministres à Singapour après un examen approfondi par le Comité du commerce et du développement et le Conseil général. Ce plan d'action renferme des mesures relatives au renforcement des capacités et à l'accès aux marchés et envisage notamment une coopération plus étroite entre l'OMC et les autres organismes multilatéraux fournissant une aide aux PMA.

Programme intégré

Le Programme intégré d'assistance technique OMC/CNUCED/CCI dans certains des pays les moins avancés et dans d'autres pays africains a été adopté en mai 1996. Il répond au besoin urgent d'assistance des pays les moins avancés et d'autres pays africains pour développer et diversifier leur commerce et mener à bien leur processus d'intégration dans le système commercial multilatéral; il répond aussi au souhait que les Membres des trois organisations aient exprimé au sujet du renforcement de la coordination et de la coopération entre elles afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles et d'améliorer l'utilisation des ressources disponibles. Ce programme est actuellement mis en oeuvre dans huit pays en développement, dont quatre comptent parmi les moins avancés: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Ouganda, Tanzanie et Tunisie.

PORTEE DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE ET DE FORMATION: FORMES DE PRESTATION

L'OMC fournit une assistance technique dans tous ses domaines de compétence et dans les limites de son mandat. Les activités menées sont de portée et de nature très diverses et sont adaptées aux besoins de chaque pays ou groupe de pays concernés. Le Secrétariat de l'OMC propose la forme de prestation, en tenant compte du niveau de développement du ou des pays bénéficiaires et de la nature de la demande. Les principales formes de prestation de l'assistance technique sont les suivantes:

i) Séminaires généraux

Ces séminaires sont organisés afin de donner des explications générales sur le système commercial multilatéral et de diffuser des renseignements sur les travaux de l'OMC. Ils portent sur une large gamme de questions, notamment le fonctionnement de l'OMC et des Accords, Mémoires d'accords et Décisions issus des négociations du Cycle d'Uruguay, et fournissent des renseignements pratiques sur l'évolution des travaux des divers organes de l'OMC. Ils sont organisés dans les capitales, à l'échelle nationale ou régionale.

Encadré 4

Séminaires généraux

Il s'agit d'une des formes d'assistance technique les plus courantes, qui permet, dans le cadre d'un programme de trois à cinq jours, de passer en revue la plupart des Accords de l'OMC. En 1996, près de la moitié de l'assistance technique a été fournie dans le cadre de 55 séminaires nationaux et régionaux. Ces séminaires sont, pour la plupart, animés par des administrateurs de la Division de la coopération technique et de la formation, souvent en collaboration avec des membres du personnel des divisions organiques. Ils sont principalement destinés à des fonctionnaires, de divers ministères, mais des représentants du secteur privé, envoyés par la chambre de commerce locale ou une association professionnelle, y participent souvent.

Encadré 5

Exemples de domaines dans lesquels une assistance technique est fournie

- questions institutionnelles;
- règles et principes fondamentaux du système commercial multilatéral;
- règles de l'OMC (antidumping, subventions et droits compensateurs, sauvegardes);
- questions relatives à l'accès au marché (droits de douane, licences d'importation, évaluation en douane, inspection avant expédition);
- agriculture et mesures sanitaires et phytosanitaires;
- règlements techniques et normes;
- commerce international des services;
- aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce;
- procédures de règlement des différends;
- prescriptions en matière de notifications;
- arrangements régionaux;
- examen des politiques commerciales.

ii) Séminaires et ateliers sur des questions spécifiques

Les séminaires techniques ou spécialisés portent sur un sujet très ciblé (par exemple, questions douanières, antidumping) et sont destinés à des experts du domaine visé. Les ateliers sont généralement axés sur un aspect particulier de la politique commerciale et, outre des exposés théoriques, comportent des exercices pratiques, notamment des études de cas et des simulations. Les séminaires et les ateliers peuvent avoir lieu à Genève ou dans les capitales, et durent généralement quatre à cinq jours.

Encadré 6

Exemple de séminaire spécialisé

Obstacles techniques au commerce (OTC): les séminaires sont souvent organisés conjointement avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO); y participent des organismes publics, des organes à activité normative et des organisations non gouvernementales dont les travaux touchent aux normes. Ils ont pour objectif d'aider les pays participants à comprendre les dispositions détaillées de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce afin que celui-ci puisse être pleinement mis en oeuvre et, parallèlement, de favoriser le renforcement des ressources humaines et institutionnelles pour les activités liées à ces obstacles afin d'aider les producteurs à tirer pleinement parti de l'Accord. Les séminaires offrent également la possibilité aux représentants des différents organismes publics et du secteur privé d'avoir des entretiens et d'échanger leurs vues.

Encadré 7

Exemples d'ateliers

Notifications

Le Secrétariat organise à Genève des ateliers sur les obligations de notification, à l'intention des fonctionnaires chargés de la politique commerciale. Pendant ces ateliers, des exposés détaillés sont présentés sur des questions pratiques et des consultations sont organisées afin de permettre aux participants de rencontrer les fonctionnaires du Secrétariat chargés des notifications au titre des divers Accords. Au total, 155 personnes venant de plus de 60 pays ont participé aux deux ateliers organisés en 1995 et 1996.

Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

En 1996, un atelier consacré à l'Accord sur les ADPIC a été organisé pour les pays en développement d'Afrique subsaharienne anglophone Membres de l'OMC. Pendant cet atelier de cinq jours, tous les aspects des droits de propriété intellectuelle visés par ledit accord ont été examinés; des fonctionnaires de l'OMC y ont participé, ainsi que des représentants d'autres organes compétents, tels qu'un office national des brevets ou l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), et du secteur privé. Un atelier semblable sera organisé en 1997. Les participants sont choisis par le Secrétariat de l'OMC parmi les fonctionnaires chargés de la mise en oeuvre des obligations résultant de l'Accord sur les ADPIC.

Règles

Des ateliers nationaux et/ou régionaux consacrés aux enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs sont organisés régulièrement dans différentes parties du monde; ils ont pour objectif d'expliquer aux bénéficiaires le fonctionnement des accords pertinents et de les aider à élaborer ou à adapter leur législation nationale, le cas échéant.

Autres secteurs faisant l'objet d'ateliers

Agriculture et mesures sanitaires et phytosanitaires, commerce international des services, obstacles techniques au commerce et normalisation internationale (normes). Les ateliers sont organisés au niveau national pour certains et régional ou sous-régional pour d'autres, et sur une base *ad hoc* pour la plupart.

iii) Missions techniques

Les missions techniques dans les capitales ont pour objet d'aider les pays à s'acquitter de tâches spécifiques liées à la mise en oeuvre effective de leurs engagements au regard de l'OMC, par exemple l'élaboration de la législation, de la réglementation et des notifications, et à mieux comprendre certaines questions.

Encadré 8

Exemples de missions techniques

Aider les pays à:

- examiner leur projet de loi sur les mesures correctives contingentées (telles que les mesures antidumping), et établir un cadre institutionnel pour ces mesures;
- transposer leur tarif douanier dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises;
- adapter leur cadre institutionnel et juridique en matière de propriété intellectuelle aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC;
- des missions techniques ont été organisées à la fin des négociations du Cycle d'Uruguay pour aider les pays bénéficiaires à établir leurs listes de concessions et d'engagements spécifiques; une aide spécifique est fournie aux pays pour élaborer leur offre dans le cadre des négociations sur les services, notamment pour les télécommunications de base. Les pays bénéficieront d'une aide similaire pour élaborer leur offre relative aux services financiers.

iv) Stages de formation, qui sont de deux types:

- Stages généraux de politique commerciale destinés aux pays en développement et stages de formation spéciaux conçus à la demande des Membres de l'OMC. Ces stages ont généralement lieu à Genève.
- Stages de courte durée organisés à l'intention de groupes de pays déterminés (destinés à des fonctionnaires de haut niveau et de rang intermédiaire), qui ont pour objet d'examiner de manière approfondie, sur une courte période (deux à six semaines), des questions relatives à la politique commerciale et au système commercial multilatéral. Ils peuvent avoir lieu à Genève ou dans les capitales.

Encadré 9

Exemple de stage de formation spéciale: le programme de formation conjoint de la République de Singapour et de l'OMC pour les pays en développement

Pendant la première Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Singapour en décembre 1996, le gouvernement de Singapour et l'OMC, désireux de coopérer pour continuer à fournir aux pays en développement une assistance technique liée au commerce qui favorise leur développement économique et social, ont signé un mémorandum d'accord relatif à un programme de formation conjoint pour les pays en développement.

Ce programme sera établi et administré conjointement par le gouvernement de Singapour et l'OMC. Des stages de formation ne dépassant pas quatre semaines seront organisés, normalement à Singapour, pour des participants originaires de pays en développement.

Encadré 10

Assistance technique spécifique en matière de règlement des différends

Depuis l'entrée en vigueur de l'OMC, les pays en développement ont participé activement au fonctionnement du mécanisme de règlement des différends, aussi bien en tant que partie plaignante qu'en tant que défendeur dans le cadre de plaintes déposées par d'autres Membres. Il est essentiel de pouvoir accéder dans de bonnes conditions à ce mécanisme, qui est la pierre angulaire du nouveau système commercial multilatéral, et de bien le comprendre afin de pouvoir participer pleinement au système.

Le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord) prévoit la fourniture d'une assistance technique spécifique relative au mécanisme de règlement des différends de l'OMC:

- Aide juridique aux pays en développement Membres

L'article 27:2 du Mémoire d'accord prévoit que des avis et une aide juridiques additionnels seront fournis aux pays en développement Membres en ce qui concerne le règlement des différends, et que le Secrétariat mettra à la disposition de tout pays en développement Membre qui le demandera un expert juridique qualifié des services de coopération technique de l'OMC.

- Stages de formation spéciaux sur les règles et procédures régissant le règlement des différends

Conformément à l'article 27:3 du Mémoire d'accord, le Secrétariat organise des stages de formation spéciaux à Genève afin de permettre aux experts des Membres d'être mieux informés sur les règles et pratiques de règlement des différends de l'OMC. Ces stages de quatre jours comprennent une présentation détaillée des règles et procédures ainsi que des exercices pratiques de simulation.

v) **Des programmes de formation pratique** destinés à certains fonctionnaires assumant des responsabilités spécifiques, dont la formation de formateurs, peuvent être élaborés afin de former des ressources humaines dans des domaines spécifiques et concrets.

Encadré 11

Exemple de programme de formation pratique

Un élément-clé du Programme intégré d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains sera la "formation de formateurs", qui consiste à donner aux fonctionnaires des pays bénéficiaires une connaissance plus approfondie et plus complète des accords du Cycle d'Uruguay pour leur permettre de diffuser l'information dans leur pays. Les formateurs seront choisis sur la base de critères établis par les trois organisations (OMC, CNUCED et CCI). Le programme de formation sera mis en oeuvre à Genève et durera trois semaines.

vi) **Matériel de formation informatisé**

Pour faciliter la diffusion de l'information sur le système commercial multilatéral avec la technologie moderne, un programme d'assistance technique et de formation informatisé interactif est en préparation; il permettra de présenter l'OMC de la même façon que lors d'un séminaire général. Ce programme reprend tous les concepts exposés dans un séminaire normal de quatre à cinq jours organisé par la Division de la coopération technique et de la formation.

Encadré 12**Assistance technique sur CD-ROM**

Le matériel de formation fondé sur les technologies de l'information est composé d'une série de modules, qui correspondent chacun à un cours de deux à trois heures, et contient une section récapitulative basée sur la méthode des questions souvent posées et incorporant une sous-section d'auto-évaluation. Il a pour principal support un CD-ROM, mais existera également sous forme d'une série de disquettes, afin de tenir compte du matériel informatique disponible dans les pays concernés. Le programme pourra être obtenu sur le nouveau site Web "Commerce et développement", mis en place dans le cadre du projet OMC/Banque mondiale relatif à l'emploi de l'informatique au service du développement.

Encadré 13**Projet OMC/Banque mondiale relatif à l'emploi de l'informatique au service du développement**

L'OMC a mis sur pied un projet dans le cadre duquel l'informatique sera employée pour permettre aux décideurs des pays en développement de mieux comprendre et utiliser les règles et mécanismes de l'OMC au profit de leur pays. Grâce à ce projet, ces décideurs pourront:

- accéder en ligne et à tout moment aux outils électroniques de formation et d'éducation conçus pour eux;
- rester en liaison électronique avec l'OMC pour être informés des faits nouveaux et de leur importance pour leur pays ou leur région.

Le projet est conçu de telle sorte que même ceux qui n'ont pas accès aux moyens les plus perfectionnés, tels qu'Internet, pourront utiliser les outils de formation interactifs élaborés dans le cadre du projet.

Il est réalisé conjointement avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale.

Il est financé par les deux principaux partenaires, ainsi que par les gouvernements norvégien et néerlandais.

vii) Communication de données sur les droits de douane et le commerce

Des données sur les courants d'échanges, les droits de douane et les mesures non tarifaires sont communiquées sur demande; les pays en développement peuvent également recevoir des renseignements destinés à leur permettre d'évaluer les offres d'autres pays en matière d'accès aux marchés pour les marchandises présentant de l'intérêt pour eux, ou l'incidence sur leur commerce des services des engagements spécifiques souscrits en la matière par les pays développés.

En outre, l'OMC a élaboré un CD-ROM contenant le texte complet des Accords, ainsi que des données sur les droits de douane et le commerce (voir l'encadré 14).

Encadré 14

CD-ROM contenant les résultats du Cycle d'Uruguay

Ce CD-ROM renferme toutes les règles de l'OMC et tous les engagements souscrits par ses Membres. Toutefois, l'essentiel de sa capacité est occupé par les Listes de concessions concernant les marchandises et les services. Il existe pour chaque pays Membre de l'OMC des listes des droits de douane consolidés qui régulent l'accès aux marchés pour les marchandises, y compris les produits agricoles. Plusieurs milliers de produits et les droits de douane correspondants sont énumérés. Les Listes d'engagements spécifiques concernant les services sont plus complexes, chaque pays indiquant les services pour lesquels il respectera les obligations en matière d'accès aux marchés et de traitement national prévues par l'AGCS, ainsi que toutes les exceptions qu'il souhaite conserver.

Tout a été fait pour permettre une gestion efficace du grand volume de renseignements contenus dans les quelque 30 000 pages d'engagements qui composent les Accords de l'Organisation mondiale du commerce. Ce CD-ROM peut être obtenu auprès du **Service des publications, Centre William Rappard, rue de Lausanne 154, 1211 Genève 21, Suisse; tél: 022-739 52 08/53 08 (fax: 759.57.92)** au prix de 1 000 francs suisses. Les Membres bénéficient d'un rabais de 30 pour cent et les pays les moins avancés Membres d'un rabais de 50 pour cent.

viii) Communication de documents de l'OMC

Dans le cadre des séminaires généraux et autres activités, de nombreux documents sont mis à la disposition des participants. Ils peuvent contenir des renseignements généraux, ainsi que des données spécifiques visant à aider les pays à respecter leurs obligations au titre des accords (par exemple le Manuel concernant les prescriptions en matière de notification).

Encadré 15

Manuel concernant les prescriptions en matière de notification

Afin d'aider les Membres à mieux comprendre leurs obligations de notification au titre des Accords et à s'en acquitter plus efficacement, le Secrétariat a élaboré un Manuel de coopération technique concernant les prescriptions en matière de notification. Les Membres disposent ainsi d'un instrument unique recensant toutes les obligations de notification qui figurent dans l'ensemble des Accords, ainsi que les modèles qui doivent être utilisés pour présenter les notifications.

ix) Participation à des activités d'assistance technique et de formation organisées par d'autres institutions régionales et internationales

Dans la mesure du possible, des fonctionnaires de l'OMC participent aux activités organisées par d'autres institutions internationales en vue de fournir des renseignements sur les Accords de l'OMC.

Plus généralement, les représentants des pays en développement Membres en poste à Genève peuvent contacter à tout moment la Division de la coopération technique et de la formation, afin qu'elle leur fournisse des indications et des renseignements sur les activités de l'OMC et les aide à s'acquitter de leurs obligations au titre des Accords de l'OMC.

Le Secrétariat répond également aux demandes de renseignements présentées par écrit par des Etats Membres au sujet de leurs droits et obligations au titre des Accords de l'OMC.

Encadré 16

Site Web de l'OMC

Le site Web officiel de l'OMC, situé sur Internet à l'adresse **www.wto.org**, contient de nombreux renseignements sur les règles et mécanismes du système commercial mondial. La rubrique "**A propos de l'OMC**" donne un aperçu général de l'Organisation. Pour obtenir des renseignements plus approfondis sur les divers domaines visés par l'OMC, les utilisateurs peuvent aller dans les **pages spéciales**. Cette rubrique contient des informations sur le **règlement des différends**, la **recherche et l'analyse économiques**, l'**examen des politiques commerciales**, le **commerce et l'environnement**, la **coopération technique et la formation**, ainsi qu'une page "**Agriculture et mesures sanitaires et phytosanitaires**".

Dans la rubrique "**Nouveautés**", on peut obtenir des renseignements très récents sur les négociations et s'informer des faits nouveaux survenus dans le cadre de l'OMC. La rubrique "**Commerce international**" présente le dernier rapport de la Division de la recherche. La rubrique "**Cycle d'Uruguay**" fournit un résumé des résultats des négociations qui ont donné naissance aux accords constituant le fondement de la nouvelle Organisation. Le site Web contient également le **calendrier des réunions**, la **salle de presse** (pour les journalistes) et, surtout, une rubrique "**Accès en ligne aux documents**" qui permet maintenant aux utilisateurs de télécharger les documents de l'OMC mis en distribution générale (c'est-à-dire publics) directement sur leur ordinateur.

Le site Web peut être consulté dans les autres langues officielles de l'OMC, à savoir l'anglais et l'espagnol.

STAGES DE POLITIQUE COMMERCIALE DE L'OMC ORGANISES A GENEVE

Le Secrétariat de l'OMC finance et organise chaque année deux stages *généraux* de politique commerciale à l'intention de fonctionnaires de pays en développement. Ces stages, en anglais pour l'un et en français et en espagnol alternativement pour l'autre, ont lieu à Genève et durent 14 semaines.

En outre, il organise sur une base *ad hoc* deux stages *spéciaux* de politique commerciale par an, de plus courte durée, à l'intention de fonctionnaires de pays en transition: un stage de huit semaines pour les fonctionnaires des pays d'Europe orientale et centrale et d'Asie centrale (depuis 1991), qui est financé par le gouvernement suisse, et un stage de quatre semaines pour certains pays en transition (depuis 1994), qui est financé par le gouvernement des Etats-Unis.

Stages généraux à l'intention des pays en développement

Ces stages sont destinés aux fonctionnaires des pays Membres et non Membres de l'OMC qui participent à la formulation et à la mise en oeuvre de la politique commerciale. Depuis 1955, année qui marque le début des stages de politique commerciale du GATT, plus de 1 500 fonctionnaires¹ venus de 130 pays y ont participé. Comme les questions juridiques et les questions de politique commerciale dont s'occupe l'OMC sont plus complexes que celles qui étaient régies par le GATT, ces stages de politique commerciale suscitent de plus en plus d'intérêt dans le monde entier.

Objectifs et contenu des stages

Les stages ont pour objectif de permettre aux participants de mieux comprendre les questions de politique commerciale, le système commercial multilatéral, le droit du commerce international et le fonctionnement de l'OMC. Le savoir ainsi acquis devrait les aider à accomplir leurs tâches avec plus d'efficacité au sein de leur administration, et favoriser une participation plus active de leur pays aux travaux de l'OMC.

Le programme des stages est complet:

- Il prévoit des conférences, des exposés et des débats sur les principes régissant le commerce, l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique commerciale et son interaction avec les politiques monétaires, les dispositions des instruments juridiques et des Accords de l'OMC qui privilégient la dimension développement, les questions de politique commerciale telles que l'intégration économique régionale et l'interaction des politiques commerciales et environnementales, ainsi que la structure, le champ d'activité et le fonctionnement du système de l'OMC. La plupart des exposés sont faits par des fonctionnaires de l'OMC qui s'occupent directement des sujets traités.
- Les conférences sont complétées par des travaux pratiques comprenant des discussions de groupe, des tables rondes, et l'élaboration et la présentation de documents de travail sur des questions relatives à l'OMC. Les stagiaires participent également à un atelier sur les techniques de négociation, à un exercice de simulation de négociations commerciales et à un exercice de simulation de règlement d'un différend, au cours desquels ils appliquent les connaissances des questions de politique commerciale acquises pendant le stage. En outre, les stagiaires visitent les organisations internationales établies

¹On compte parmi eux environ 30 fonctionnaires des secrétariats d'organisations économiques régionales intergouvernementales situées dans des pays en développement.

à Genève et assistent à des réunions des organes de l'OMC, afin de pouvoir observer directement le fonctionnement de l'OMC.

- Le programme prévoit également deux voyages d'études, l'un en Suisse et l'autre à l'étranger, qui ont pour but de permettre aux participants, par le biais de rencontres avec des fonctionnaires du gouvernement hôte et des industriels, de se faire une idée de la politique commerciale et économique du pays hôte, ainsi que de l'organisation, de la structure et des activités de quelques-unes des grandes entreprises industrielles, financières et commerciales de ce pays.

Accès aux stages généraux de politique commerciale

Plusieurs mois avant le début de chaque stage, une circulaire d'invitation est adressée par l'OMC aux autorités compétentes de chaque pays en développement, telles que le Ministère du commerce, le Ministère des relations économiques extérieures ou le Ministère des affaires étrangères, ainsi qu'au bureau local du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et à la Mission permanente de ces pays à Genève.

Les gouvernements souhaitant présenter des candidats à un stage de politique commerciale doivent faire les démarches énoncées dans la circulaire d'invitation. Toutes les candidatures sont soumises à un comité de sélection de l'OMC. Chaque candidat choisi reçoit une des 24 bourses accordées par l'OMC pour chaque stage. Cette bourse couvre les frais de voyage à destination et au départ de Genève, le logement à Genève, l'assurance maladie et accident, ainsi que l'indemnité de subsistance pour les dépenses courantes sur place. Le stage est gratuit.

Stages spéciaux à l'intention des pays en transition

Les programmes des stages spéciaux de politique commerciale ont pour objet de répondre aux besoins de formation des pays en transition, dont plusieurs ont engagé un processus d'accession à l'OMC. Ces programmes sont sur de nombreux points similaires à ceux des stages *généraux*, car ils visent à permettre aux participants de se familiariser avec le fonctionnement du système commercial multilatéral. Toutefois, l'accent est mis sur les questions intéressant particulièrement les pays participants, comme la réforme de la politique commerciale dans les pays en transition, les conditions d'accession à l'OMC, le statut au regard de l'OMC de certains arrangements régionaux bilatéraux, l'agriculture et les services. Les stages se déroulent en anglais, avec interprétation simultanée en russe dans certains cas.

Les candidats qui sont les plus à même de bénéficier des stages spéciaux sont les fonctionnaires qui ont une certaine expérience de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique commerciale extérieure dans leur pays et qui ont ou devraient avoir à l'avenir des responsabilités dans ce domaine. Ce sont les pays donateurs qui décident quels pays participent et combien de fonctionnaires ils envoient. Les fonctionnaires désignés par leur gouvernement, normalement au nombre de 24 par stage, reçoivent une bourse qui couvre les frais de voyage et de logement et les dépenses courantes occasionnées par leur séjour à Genève.

Encadré 17

Renseignements complémentaires sur les stages de politique commerciale

La circulaire d'invitation aux stages généraux de politique commerciale contient des renseignements détaillés sur les critères de sélection, les procédures et les dates limites pour la présentation des candidatures, ainsi que d'autres indications pratiques pour les candidats des pays en développement. De plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de:

Section de la formation	Tél.: (+ 41.22) 739 51 90
Division de la coopération technique et de la formation	Fax: (+ 41.22) 739 57 81
Secrétariat de l'OMC	Courrier électronique: norma.herbst.@wto.org
Centre William Rappard	
Rue de Lausanne 154	
CH-1211 Genève 21	

COORDINATION DE LA COOPERATION TECHNIQUE DANS LE CADRE DE L'OMC

La plupart des programmes d'assistance technique sont mis en oeuvre par des fonctionnaires de l'OMC, qui transmettent leurs connaissances dans un domaine spécifique, mais le Secrétariat fait également appel, dans certains domaines, à des experts inscrits sur une liste d'experts extérieurs qualifiés, et collabore avec d'autres organisations internationales pour optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Les activités sont organisées par le Secrétariat dans les trois langues officielles de l'OMC (anglais, français et espagnol).

Diverses divisions organiques de l'OMC peuvent être appelées à fournir une assistance technique, mais la Division de la coopération technique et de la formation sert de point central et reçoit les offres et les demandes de coopération technique. Dans le cadre de ce rôle de coordination, elle exerce notamment les fonctions suivantes:

- Aux fins de coordination et d'administration, la Division de la coopération technique et de la formation est le point central du Secrétariat de l'OMC pour l'interaction avec les institutions internationales, régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec les gouvernements donateurs et bénéficiaires.
- En collaboration étroite avec d'autres divisions organiques du Secrétariat, la Division de la coopération technique et de la formation coordonne la réponse du Secrétariat aux demandes de coopération technique.
- Le Secrétariat définit et applique des critères objectifs pour la sélection des participants aux activités de coopération technique de l'OMC dans des domaines spécialisés.
- La Division de la coopération technique et de la formation établit un plan triennal général et indicatif comprenant des programmes annuels. Ce plan inclut toutes les activités devant être exécutées par l'OMC.
- Le programme annuel est établi sur la base des demandes spécifiques de coopération technique des Membres de l'OMC, présentées pendant l'année précédant celle pour laquelle les activités en question sont prévues.
- Le Secrétariat coordonne les activités de coopération technique et fait rapport au Comité du commerce et du développement conformément aux Lignes directrices adoptées par le Comité.
- Le Comité du commerce et du développement surveille les activités d'assistance technique en vue d'établir des relations durables avec les pays bénéficiaires.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Afin de fournir une coopération technique et une formation plus efficaces et de mieux utiliser les ressources humaines et financières, l'OMC agit en étroite coordination avec d'autres organisations internationales, notamment le Centre du commerce international (CCI), la CNUCED et la Banque mondiale. Les chefs des organisations se concertent pour échanger des renseignements sur les politiques et les programmes. Les organes des autres organisations sont régulièrement tenus informés des faits nouveaux survenant en matière de politique commerciale, particulièrement en ce qui concerne l'assistance technique.

En outre, d'autres institutions spécialisées, comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation mondiale des douanes et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ont aussi établi des contacts avec les divisions organiques compétentes du Secrétariat de l'OMC dans le cadre de leurs activités de coopération technique en relation avec le commerce. Certaines de ces relations sont officialisées par un échange de lettres et se traduisent, dans la pratique, par une coopération très active et approfondie dans les secteurs d'intérêt commun.

FINANCEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET DE LA FORMATION

Il existe trois sources de financement des activités de coopération technique et de formation de l'OMC: le budget ordinaire de l'OMC, les contributions volontaires des Membres au Fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour la coopération technique et le partage des coûts au niveau international ou national. En 1997, les crédits du budget ordinaire de l'OMC sont de 741 000 francs suisses (environ 550 000 dollars EU) pour la coopération technique et de 1 232 000 francs suisses (environ 850 000 dollars EU) pour les stages de formation.

Les contributions volontaires des Membres au Fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour la coopération technique sont un complément important qui aide à financer des activités de coopération technique. Les dons des Membres peuvent être administrés par le Secrétariat de l'OMC ou les donateurs respectifs et sont, pour la plupart, affectés à des activités spécifiques convenues entre le donateur et le Secrétariat de l'OMC et qui doivent être exécutées dans un délai donné. En 1996, le montant total des contributions volontaires mises à la disposition de l'OMC par les Membres pour des activités d'assistance technique a atteint plus de 4 500 000 dollars EU. Certaines de ces contributions doivent être utilisées sur plusieurs années.

En règle générale, l'OMC prend en charge les dépenses liées à la participation de ses fonctionnaires ou des experts qu'elle recrute pour mener ses activités d'assistance technique. Dans certains cas, elle peut également payer les frais de voyage des fonctionnaires des pays bénéficiaires afin de leur permettre de participer aux activités de coopération technique qui ont lieu au siège de l'OMC à Genève ou à l'échelle régionale.

Le partage des coûts au niveau international ou national signifie que les coûts correspondant à l'activité d'assistance technique en question sont couverts par d'autres sources (par exemple, la participation de l'OMC à des missions du CCI pour la diffusion du guide à l'intention des entreprises ou les frais locaux des séminaires sont à la charge du gouvernement hôte).

Encadré 18**Ressources extrabudgétaires**

Plusieurs Membres ont versé des contributions importantes au Fonds d'affectation spéciale de l'OMC pour la coopération technique.*

- En 1995, la Norvège a versé 2 500 000 dollars EU à utiliser jusqu'en 1998, principalement pour des activités en faveur des pays les moins avancés, avec une attention spéciale pour l'Afrique. Un programme de travail, comprenant des missions techniques, des ateliers et des séminaires, est mis en oeuvre.
- Avec le soutien financier du gouvernement suisse, le Secrétariat a organisé chaque année un stage spécial de politique commerciale à l'intention de fonctionnaires des pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale, ainsi que des ateliers sur les techniques de négociation (pour 1997, le chiffre est de 381 500 francs suisses (263 000 dollars EU)).
- L'Union européenne a financé en 1996 sept séminaires destinés aux pays ACP, pour un montant total de 1,1 million d'écus (environ 1 251 000 dollars EU) administrés directement par la CE et les pays ACP. Un montant additionnel de 58 000 dollars EU a été consacré en 1997 à l'organisation de séminaires sur les mesures commerciales contingentes.
- En 1997, les Pays-Bas ont versé une contribution de 4 millions de florins néerlandais (environ 2 300 000 dollars EU) destinée à favoriser l'intégration des pays en développement et des économies en transition dans le système commercial multilatéral et à contribuer à l'expansion de leur commerce extérieur.
- Le Japon a versé chaque année 121 000 francs suisses (environ 83 000 dollars EU) pour financer des séminaires régionaux.
- La Nouvelle-Zélande a versé en 1997 200 000 dollars néo-zélandais (environ 126 000 dollars EU) pour des activités avec les pays insulaires membres du Forum du Pacifique Sud.
- La République de Corée a versé 450 000 dollars EU pour des activités de formation en 1997.
- L'Italie a versé 150 millions de lires (environ 90 000 dollars EU) en 1997 pour des programmes d'assistance technique destinés aux PMA.
- L'Agence pour le développement international, des Etats-Unis, a financé chaque année des stages spéciaux de politique commerciale pour les économies en transition (en 1997, le montant de ce financement a été d'environ 160 000 dollars EU).
- Singapour a signé avec l'OMC un mémorandum d'accord en vertu duquel le gouvernement singapourien et l'OMC financeront conjointement des stages de formation destinés aux pays en développement.

*Pour faciliter la participation des PMA à la Réunion ministérielle de Singapour de 1996, des contributions ont également été versées par les donateurs suivants: Australie, Corée, Danemark, Finlande, Irlande, Islande, Norvège, Pays-Bas, République tchèque et Singapour.

COMMENT DEMANDER UNE ASSISTANCE TECHNIQUE OU UNE FORMATION

Un gouvernement souhaitant que le Secrétariat de l'OMC lui fournisse une assistance technique doit présenter une demande par écrit. Cela vaut pour toutes les demandes autres que les demandes de participation aux stages de politique commerciale organisés à Genève, qui doivent être présentées conformément à la procédure exposée plus haut.

La demande doit indiquer aussi précisément que possible la nature et le contenu de l'assistance demandée.

Les demandes de coopération technique doivent normalement être adressées par écrit à:

**Monsieur le Directeur
de la Division de la coopération technique et de la formation
Organisation mondiale du commerce
154 rue de Lausanne
1211 Genève 21
Suisse
Tél: 739 52 37
Fax: 739 57 64**

Les demandes d'assistance doivent normalement être présentées avant le début de l'année au cours de laquelle les activités seront entreprises, afin que ces dernières puissent être incluses dans le programme annuel des activités de coopération technique.

Dès réception de la demande, tous les aspects de l'activité demandée, y compris sa nature, son contenu, son financement et le délai proposé pour son exécution, sont examinés, et l'activité la plus appropriée est définie.

La procédure suivie lorsqu'un Membre demande une coopération technique au Secrétariat de l'OMC est récapitulée ci-après.

**Procédure suivie en cas de demande d'assistance technique présentée à l'OMC
par un pays bénéficiaire**

Demande

Normalement, le bénéficiaire envoie une demande d'assistance technique à la Division de la coopération technique et de la formation; en principe, les demandes doivent être présentées avant la fin de l'année pour que l'activité puisse être exécutée pendant l'année civile suivante; la demande est incorporée dans le programme de l'OMC

Définition de l'activité

dans le cadre de consultations entre le Secrétariat de l'OMC (Division de la coopération technique et de la formation et/ou divisions organiques) et le pays bénéficiaire; (forme de prestation, modalités d'exécution, contenu de l'activité, logistique et financement)

Coordination avec d'autres organisations internationales

Certaines activités nécessitent une action coordonnée entre les organisations internationales

Exécution

des activités par la Division de la coopération technique et de la formation, d'autres divisions organiques de l'OMC et/ou d'autres organismes conformément aux Lignes directrices pour la coopération technique et la formation; en principe, l'activité est exécutée au cours de l'année suivant celle pendant laquelle la demande est présentée

Suivi

Après l'exécution de l'activité, un contact est maintenu afin d'améliorer l'efficacité de la coopération technique; le pays bénéficiaire peut être invité à désigner un chargé de liaison pour assurer une bonne coordination du suivi avec l'OMC

ANNEXE 1**Membres de l'OMC et date à laquelle ils ont acquis ce statut (au 1er juin 1997)**

Afrique du Sud 1.1.95	Gabon 1.1.95	Nigéria 1.1.95
Allemagne 1.1.95	Gambie 23.10.96	Norvège 1.1.95
Angola 1.12.96	Ghana 1.1.95	Nouvelle-Zélande 1.1.95
Antigua-et-Barbuda 1.1.95	Grèce 1.1.95	Ouganda 1.1.95
Argentine 1.1.95	Grenade 22.2.96	Pakistan 1.1.95
Australie 1.1.95	Guatemala 21.7.95	Papouasie-Nouvelle-Guinée 9.6.96
Autriche 1.1.95	Guinée 25.10.95	Paraguay 1.1.95
Bahreïn 1.1.95	Guinée-Bissau 31.5.95	Pays-Bas 1.1.95
Bangladesh 1.1.95	Guyana 1.1.95	Pérou 1.1.95
Barbade 1.1.95	Haïti 30.1.96	Philippines 1.1.95
Belgique 1.1.95	Honduras 1.1.95	Pologne 1.7.95
Belize 1.1.95	Hong Kong 1.1.95	Portugal 1.1.95
Bénin 22.2.96	Hongrie 1.1.95	Qatar 13.1.95
Bolivie 14.9.95	Iles Salomon 26.7.96	République centrafricaine 31.5.95
Botswana 31.5.95	Inde 1.1.95	République dominicaine 9.3.95
Brésil 1.1.95	Indonésie 1.1.95	République slovaque 1.1.95
Brunéi Darussalam 1.1.95	Irlande 1.1.95	République tchèque 1.1.95
Bulgarie 1.12.96	Islande 1.1.95	Roumanie 1.1.95
Burkina Faso 3.6.95	Israël 21.4.95	Royaume-Uni 1.1.95
Burundi 23.7.95	Italie 1.1.95	Rwanda 22.5.96
Cameroun 13.12.95	Jamaïque 9.3.95	Saint-Kitts-et-Nevis 21.2.96
Canada 1.1.95	Japon 1.1.95	Saint-Vincent-et-les Grenadines 1.1.95
CE 1.1.95	Kenya 1.1.95	Sainte-Lucie 1.1.95
Chili 1.1.95	Koweït 1.1.95	Sénégal 1.1.95
Chypre 30.7.95	Lesotho 31.5.95	Sierra Leone 23.7.95
Colombie 30.4.95	Liechtenstein 1.9.95	Singapour 1.1.95
Congo 27.3.97	Luxembourg 1.1.95	Slovénie 30.7.95
Congo (Rép. dém.) 1.1.97	Macao 1.1.95	Sri Lanka 1.1.95
Corée 1.1.95	Madagascar 17.11.95	Suède 1.1.95
Costa Rica 1.1.95	Malaisie 1.1.95	Suisse 1.7.95
Côte d'Ivoire 1.1.95	Malawi 31.5.95	Suriname 1.1.95
Cuba 20.4.95	Maldives 31.5.95	Swaziland 1.1.95
Danemark 1.1.95	Mali 31.5.95	Tanzanie 1.1.95
Djibouti 31.5.95	Malte 1.1.95	Tchad 19.10.96
Dominique 1.1.95	Maroc 1.1.95	Thaïlande 1.1.95
Egypte 30.6.95	Maurice 1.1.95	Togo 31.5.95
El Salvador 7.5.95	Mauritanie 31.5.95	Trinité-et-Tobago 1.3.95
Emirats arabes unis 10.4.96	Mexique 1.1.95	Tunisie 29.3.95
Equateur 21.1.96	Mongolie 29.1.97	Turquie 26.3.95
Espagne 1.1.95	Mozambique 26.8.95	Uruguay 1.1.95
Etats-Unis 1.1.95	Myanmar 1.1.95	Venezuela 1.1.95
Fidji 14.1.96	Namibie 1.1.95	Zambie 1.1.95
Finlande 1.1.95	Nicaragua 3.9.95	Zimbabwe 3.3.95
France 1.1.95	Niger 13.12.96	

Gouvernements ayant le statut d'observateur (29)

Albanie	Fédération de Russie	République kirghize
Algérie	Géorgie	Seychelles
Arabie saoudite	Jordanie	Soudan
Arménie	Kazakhstan	Taipei chinois
Bélarus	Lettonie	Tonga
Cambodge	Lituanie	Ukraine
Chine	Moldova	Vanuatu
Croatie	Népal	Viet Nam
Estonie	Oman	
Ex-République yougoslave de Macédoine	Ouzbékistan	
	Panama	